



# L'appel à la Fraternité

"... Sous le signe  
- de la clarté  
- du refus des mots sans chair  
et de tout ce qui aide à fuir  
les faits et les responsabilités  
- d'une fraternité du sentir, du dire et du faire

les signataires  
s'engagent à agir  
pour que chacun concoure  
par sa mobilisation  
à redonner un sens  
plus concret au vouloir  
vivre ensemble."

# L'appel à la Fraternité

*Le constat est d'importance. Alors que l'évolution économique et technologique bouleverse la société, que la crainte de l'avenir engendre le repli sur soi, de nombreux signes indiquent que des citoyens réagissent et que beaucoup d'autres ne demandent qu'à le faire. Cette aspiration doit maintenant être entendue : elle exprime une quête de sens, elle répond à une exigence pour la société de demain.*

Aujourd'hui l'attention des responsables nationaux est essentiellement et fort légitimement portée sur la lutte contre le chômage. Or, au-delà de la précarisation de l'emploi, l'effacement des repères traditionnels, la perte des valeurs et la régression du lien social remettent en cause l'existence même du contrat social, fondement de notre société.

## La régression du lien social...

Les solidarités spontanées ont longtemps été entretenues par la nécessité de l'entraide. L'évolution des mécanismes économiques et sociaux, en développant souvent un sentiment d'autosuffisance, a donné naissance à de véritables comportements d'autarcie sociale. Les solidarités naturelles en ont souffert et l'indépendance assumée au nom de l'individualisme est devenue enfermement.

Un nombre croissant d'individus se retrouvent maintenant confrontés au doute, dans un environnement caractérisé par l'affaiblissement de la vie collective et l'absence de perspectives. Le "vouloir vivre ensemble" est remis en question.

On vérifie le désarroi que crée cette crise du lien social à chaque étape de la vie.

L'augmentation du nombre d'enfants confiés aux services de l'aide sociale ou de la Justice ne résulte que pour partie de la précarisation économique. Elle est principalement provoquée par l'éclatement des familles, l'isolement des personnes et le manque de reconnaissance de la dignité des plus défavorisés.

La désaffiliation des jeunes, qui participe au développement des incivilités et des actes de violences ou d'autodestruction, ne peut s'expliquer par la seule absence de perspectives d'emploi. Elle se nourrit aussi de la perte de repères d'un nombre croissant d'entre eux.

La détresse des anciens, bien que moins perceptible, n'en est pas moins bien réelle. L'isolement social des personnes âgées provoque l'accroissement de pathologies d'ordre psychique. Autrement dit, malgré les progrès de la médecine, la mort physique risque d'être de plus en plus fréquemment précédée d'une mort sociale.

Or, ces évolutions coïncident avec les difficultés des mécanismes traditionnels de protection sociale à faire face à l'accroissement du nombre de personnes à soutenir et à la complexité croissante des solutions. L'inadéquation des réponses fragilise à son tour l'ensemble de la société, déjà désorientée par son entrée dans un monde d'incertitudes.

De fait, il va très vite s'avérer illusoire de penser pouvoir maintenir les maillons faibles de la chaîne sociale au moment où les stables se voient eux-mêmes déstabilisés.

## Le nouvel âge de la réponse sociale...

L'État moderne se trouve menacé dans l'une de ses raisons d'être : préserver la cohésion sociale par la complémentarité du système assurantiel et de l'action sociale. À moins qu'il ne soit possible de lui offrir une réelle perspective de mutation : consolider et compléter l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux par la mobilisation de chacun et par la prévention.

Il faut maintenant agir pour favoriser la renaissance de solidarités de proximité, recréer des liens entre les générations, développer la sociabilité et renforcer pour tous le sentiment d'appartenance à une même collectivité.

Pour y parvenir, la volonté d'un traitement global des problèmes doit dorénavant inspirer les décideurs publics : il est en effet de plus en plus admis que la mise en synergie de l'ensemble des politiques publiques

action sociale, culture, éducation, habitat, transports, santé, sport - devient indispensable pour renforcer la vitalité de notre contrat social.

Cette dynamique de développement social complétera opportunément les systèmes de protection et d'aide sociales en favorisant l'épanouissement de réseaux d'écoute et d'entraide capables de soutenir les personnes en difficulté. De nombreux exemples étrangers témoignent de l'intérêt de la mobilisation de l'ensemble de la société autour des solidarités naturelles et de la citoyenneté.

Déjà, des pactes locaux liant des collectivités locales, des associations, des entreprises, des établissements de formation au niveau d'un "pays", d'un quartier, d'une ville ou d'un bassin d'emploi, s'ébauchent ici ou là. Si les citoyens ne peuvent agir directement au niveau global, ils peuvent le faire au niveau local en s'organisant.

La gravité de la crise qui affecte directement ou indirectement chacun d'entre nous, comme la prise de conscience de la vanité de nos certitudes, offrent aujourd'hui l'opportunité de passer enfin du discours aux actes.

## Le troisième pilier de la République...

Mais le changement ne se concrétisera pas sans une interpellation plus générale de l'ensemble de la société. Seule l'évolution de notre regard sur la finalité de l'État nous permettra de surmonter la tendance des institutions publiques à instrumentaliser les acteurs de la société civile, à privilégier la norme sur l'incitation et la régulation administrative sur la mobilisation spontanée.

Nous avons peut être oublié que la force du pacte social ne reposait pas seulement sur la capacité de l'État à répondre à une quête de liberté, mais

que, plus fondamentalement, la République devait tendre vers la réalisation d'un projet de société fondé sur le respect et le soutien à l'autre, en puisant dans chacun de nous les conditions de sa réussite.

En d'autres termes, si le citoyen est établi dans sa liberté et reconnu dans son égalité d'accès aux droits, c'est pour participer activement à la consolidation du contrat social, en se donnant notamment comme repères la promotion des plus faibles et leur participation à la construction d'une société plus fraternelle.

Il est grand temps d'ouvrir un débat sur le fondement même de la République pour rappeler que si ses socles sont bien la Liberté et l'Égalité, la Fraternité en est la perspective. Pour affirmer que si la concrétisation de cette dernière n'est pas, comme on le soutint au XIXe siècle, la seule affaire des concitoyens, elle n'est pas non plus, à l'inverse, la seule affaire du Droit. En réalité, la Fraternité est l'affaire de tous : celle des pouvoirs publics, certes, mais aussi, à l'évidence, celle de la société dans la totalité de ses composantes et donc de chacun d'entre nous.

## Être Fraternel...

*En apprenant ou en réapprenant à penser son action en termes :*

- d'écoute plus que d'autorité, dès qu'on a de l'autorité;
- de service plus que de prérogatives, dès qu'on a des prérogatives;
- de partage plus que d'accaparement, dès qu'on possède;
- de justice et d'équité plus que de rapports de force, dès qu'on a les rapports de force pour soi;
- de dignité de l'autre autant que de dignité de soi-même, dès qu'on a obtenu la reconnaissance de sa propre dignité;

*On change le visage :*

- de l'autorité;
- du guichet;
- de l'entreprise;
- de l'action syndicale;
- de l'action publique;
- de la vie locale;
- du métro;
- de la rue;

*on redécouvre l'homme et le citoyen.*

**C'EST POURQUOI NOUS, SIGNATAIRES DE CET APPEL, SOUHAITONS, SOUS LE SIGNE :**

- de la clarté;
- du refus des mots sans chair et de tout ce qui aide à fuir les faits et les responsabilités;
- de la conviction qu'il n'est qu'à ce prix possible d'incarner l'espérance républicaine et démocratique;
- d'une fraternité du sentir, du dire et du faire;

**NOUS ENGAGER À AGIR POUR QUE CHACUN CONCOURS  
PAR SA PARTICIPATION À REDONNER UN SENS PLUS CONCRET  
AU VOULOIR VIVRE ENSEMBLE.**

## Présentation de la démarche

Observateurs de la société française, responsables politiques, institutionnels, ou associatifs, ils ont souhaité se réunir sans enjeu de pouvoir, en dépassant les clivages partisans, pour inviter nos concitoyens à se réappropriier l'ensemble des principes fondateurs de la République.

Pour consolider le "vouloir vivre ensemble" ébranlé par la précarisation de notre société, ils invitent à consolider les logiques de reconnaissance des droits par la revitalisation des solidarités locales et la reconstruction du lien social.

Ils invitent à une relecture du contrat social pour rappeler que si ses socles sont bien la Liberté et l'Égalité, la Fraternité en est sa perspective. Et pour mobiliser les acteurs locaux et les citoyens sur cette démarche, ils invitent toutes les collectivités locales à bâtir un projet de développement de la vie sociale impliquant l'ensemble des politiques publiques dans l'épanouissement de nouvelles relations d'écoute, d'entraide et de respect.

**La liste des signataires est disponible sur  
[www.chez.com/fraternite](http://www.chez.com/fraternite)**

## Développement de la démarche

De nombreux responsables locaux et nationaux ont déjà pris des initiatives pour faire connaître et mettre en œuvre des actions contribuant à développer de nouvelles relations de proximité. Ces démarches sont régulièrement présentées dans le Journal de l'Action Sociale. Il faut maintenant aller au-delà en diffusant l'Appel dans toutes les communes de France, dans les collèges et lycées, dans les centres sociaux... Il faut aussi mieux faire connaître et soutenir tout projet pouvant concourir à travers des initiatives culturelles, éducatives, sportives..., à l'épanouissement du concept de Fraternité.

Nous avons donc besoin de toutes les bonnes volontés et tout particulièrement de vous, qui pouvez entrer en relation avec les animateurs de l'Appel, pour le signer, pour le diffuser, pour le mettre en œuvre, par email ou par courrier à l'adresse suivante :

**Secrétariat de l'Appel  
Journal de l'Action sociale  
13, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris  
fax. : 01 53 10 24 19  
email : lejas@citoyen.com**